

# Chronique d'Emmanuel Morucci - 26/10/11



Je ne peux que souligner le caractère technique que revêt le sommet européen de ce mercredi. Un sommet de la dernière chance affirmait les médias ces derniers jours. Ce qui démontre une bien mauvaise connaissance des réalités du monde et de la chose européenne à moins que ce ne fut la volonté stratégique de garder l'Europe bien distante de ses citoyens.

Si c'était le cas c'est désormais terminé. Certes, l'Europe ne s'est jusqu'ici construite que par et sur des crises successives. Cela ne veut pas dire que cela doit désormais continuer. Une nouvelle route est à prendre et le retour aux exigences fondamentales des Pères de l'Europe est le chemin à réemprunter d'urgence. Oui, c'est certain l'Union ne s'est jamais trouvée devant des enjeux aussi importants et elle doit avoir du résultat. Les chefs d'Etat doivent désormais aller au bout de la négociation et ne pas contrarier la logique. L'Europe doit trouver la stabilité que réclament ses citoyens. Pour y arriver la confiance dans le projet européen doit être réaffirmée. La reprise, puisqu'il s'agit désormais d'une reprise du projet européen passe, entre autre chose, par la transformation des représentations attachées à ce qu'est et sera l'Europe.

En premier lieu si l'Europe est une bonne chose, les gouvernants et les communicants doivent l'exprimer avec force, conviction et honnêteté. Cela passe par une accessibilité du plus grand nombre à la compréhension de ce que fait l'Union quotidiennement pour ses citoyens. Ne plus présenter uniquement l'Union comme un lieu de complexité et de confrontations. Ce qu'elle est aussi mais pas seulement. La liste des décisions et incitations chaque jour publiée en est la preuve.

En second lieu la confusion entre les dimensions territoriales doit s'effacer. La définition de ce qu'est l'Europe doit être écrite et enseignée. Zone euro, Union européenne, Commission et autre conseil européen doivent être simplifiés au profit d'un vocabulaire et d'une physionomie plus adaptée et signifiante pour les citoyens. En clair, il faut aller sur le concret, vers plus de stabilité, lancer véritablement le processus de fédéralisme afin d'éviter de se retrouver à nouveau dans la situation que nous connaissons sans omettre la discussion démocratique au niveau supranational.

L'Union européenne doit être la zone euro. Même nombre de pays, mêmes projets, mêmes financements, même dette, même recette, même engagement, même participation et surtout même visibilité à la fois pour les citoyens et le reste du monde. L'Union doit être l'interlocuteur en matière de relations internationales. Cela passe par une gouvernance clairement identifiée, une incarnation indépendamment des nationalités. Par exemple, confier les affaires étrangères à une britannique n'a aucun sens dans la mesure où la Grande Bretagne se tient à l'écart de l'Union.

Tous les pays membres ont désormais vocation à entrer dans la monnaie unique comme ils acceptent l'acquis communautaire et ensemble lui donner sa force. Il faudra alors passer sur des pans de souveraineté attachés à l'Etat nation. Mais la prospérité, le retour le plus rapide à la croissance dans le respect d'un développement durable passe par cette exigence.

# Chronique d'Emmanuel Morucci - 26/10/11

---

En troisième lieu les choix de la prise de décision doivent être clairement perçus par les Européens. La distinction entre projet fédéraliste avec gouvernance intégrée et projet européen de coopération intergouvernementale doit être affirmée et opérée. La direction fédérale engagée. Un traité de nature constitutionnelle est donc nécessaire pour inscrire les comportements et notamment faire un choix entre présidence du Conseil et présidence de la Commission. Cette dernière ayant une grande expérience, il convient de la conforter. La place des citoyens et la dimension sociale doivent être précisées après l'échec du précédent texte éponyme.

Il s'agit donc de donner à la dimension communautaire et à l'intérêt commun beaucoup plus d'espace comme le prévoit le Traité de Lisbonne. La gouvernance ne peut se réduire à une prise de décision franco-allemande. Ce que les deux pays ont réalisé ces derniers temps est énorme. Il appartient désormais à la France et à l'Allemagne d'enclencher le processus nouveau d'une gouvernance vraiment européenne.

**Emmanuel Morucci**